

La confiance des cleantech

Près de 90% des acteurs sont optimistes quant aux perspectives de développement pour la période 2014-2015.

Une enquête récente apprend que 88% des acteurs cleantech de Suisse occidentale sont optimistes quant aux perspectives de développement de leur branche dans les deux ans à venir. Ce sondage (voir encadré) a été réalisé par la plateforme thématique romande CleantechAlps. Éric Plan, qui en est le secrétaire général, analyse les motifs de ce ressenti positif.



ÉRIC PLAN. L'indice était attendu à 60%. Le domaine est en pleine restructuration globale.

Avez-vous été surpris par l'optimisme affiché par le secteur romand des cleantech quant à sa propre vitalité?

Oui. Nous avions estimé que cet indice de confiance avoisinerait plutôt les 60%. On entend beaucoup que les cleantech ont bénéficié d'un effet de mode, mais qu'elles sont désormais en perte de vitesse. Cette branche, qui est très transversale, est en fait en train de se restructurer. Au sein des projets en cours, on ne parle déjà plus de «cleantech», mais de «composante verte» ou d'«impact énergétique».

À l'origine de cette confiance se trouve sans doute l'évolution positive du chiffre d'affaires entre 2012 et 2013 qu'annoncent près de la moitié des sociétés consultées.

Très probablement. Elles sont 46% à déclarer une progression de leur chiffre d'affaires cette année par rapport à l'exercice précédent. 40% l'estiment stable et 16% seulement annoncent un recul.

Il est à noter que les cleantech romandes réalisent ces résultats à parts égales entre les marchés locaux, nationaux et internationaux (un tiers pour chacun environ). Ce phénomène est rare en comparaison avec des industries comme l'horlogerie où parfois

jusqu'à 90% de la production part à l'exportation.

À quoi cette solidité, surprenante dans un contexte économique résilient, est-elle due?

Le cleantech comme branche n'existe en réalité pas. Il s'agit d'une constellation de filières qui sont regroupées sous ce label. Le photovoltaïque et l'efficacité énergétique sont leaders, mais à côté d'eux cohabitent une dizaine de spécialisations. Il en résulte que quand l'un de ces secteurs s'affaiblit, les autres compensent cette faiblesse.

En données cumulées, les avis favorables s'agissant des conditions-cadres qu'offre la Suisse aux acteurs du cleantech se montent à 54%. Ce chiffre paraît bas.

Nous nous attendions à ce qu'il soit moins élevé encore, soit autour de 35 à 40%. La nouvelle stratégie énergétique fédérale pour 2050 suscite en effet de nombreuses critiques. Il y a une bonne part de méconnaissance dans cette hostilité. L'une de ces incertitudes est notamment liée au tempo de la mise en place des nouveaux centres en recherche énergétique (SCCER) de la Confédération.

De façon générale, le domaine

des cleantech souffre de sa complexité, ce qui rend difficile d'en expliquer les rouages au grand public.

Tout à fait. Même les professionnels s'égarer dans ce dédale d'entreprises, d'organismes et de structures étatiques qui interviennent à différents niveaux, mais dans des domaines souvent proches, voire communs. CleantechAlps a d'ailleurs publié un lexique afin de recenser les principales composantes de cet univers. Ceci posé, il convient de se souvenir que la Suisse a été pionnière sur ce créneau. Nous avons acquis depuis plus de 35 ans les réflexes de base de maîtrise des dépenses énergétiques au travers de gestes aussi simples que celui consistant à éteindre la lumière en quittant une pièce.

Forte de cette expérience, la Suisse a investi à l'étranger. Ces efforts financiers ont-ils été payants?

Nous approchons d'une sorte de «break-even». Ce constat vaut sur le plan national, mais aussi à l'international. Je pense par exemple aux investissements consentis au parc industriel sino-suisse de Zhenjiang. Les sociétés cleantech romandes peuvent à présent se servir de cette tête de pont pour commercialiser leurs produits et leur savoir-faire en Chine.

Quelles sont les zones dans le monde qui offrent le potentiel maximal de croissance pour nos cleantech?

Les pays du Golfe ou la Chine constituent des réponses attendues. Il est toutefois préférable de penser ici encore en termes de filières. Si l'on prend les petites turbines hydroélectriques, la Turquie, le Pérou ou des pays d'Afrique centrale comme le Rwanda et le Burundi offrent des possibilités bien meilleures.

Dans cette perspective, les pays limitrophes doivent-ils être considérés comme des partenaires ou comme des concurrents?

Je rentre de Lyon où s'est tenue une importante rencontre entre les représentants de Rhône Alpes et ceux de notre région. La volonté politique de construire des consortiums industriels en commun pour conquérir des marchés comme l'Afrique du Nord est évidente. Nous voulons tous aller dans la même direction. Les moyens financiers à engager ne constitueront donc pas un obstacle. D'ici trois à cinq ans, des opérations de cette nature verront le jour.

INTERVIEW:
FRANÇOIS PRAZ

La méthodologie de l'enquête

Le fondement du rapport de CleantechAlps se trouve être une enquête réalisée par courrier électronique entre juin et septembre 2013 auprès des 600 entreprises et organismes romands oeuvrant dans le cleantech. 202 réponses ont été récoltées en provenance d'acteurs divers allant de la start-up au groupe international. Ce panel a englobé des sociétés employant d'un seul à 1800 collaborateurs.

Les dates de leurs créations respectives oscillaient entre 1879 et 2013. Au nombre des principaux contributeurs, on citera ABB Sécheron, l'Office fédéral de l'environnement ou encore Schneider Electric. (FP)